

DU CÔTÉ DES REVUES

CAHIERS FRANÇAIS

n° 337 – mars/avril 2007 : **Développement et environnement**

(La Documentation Française, 104 p., 9,80 €)

[Vingt ans après le rapport Bruntland qui a popularisé le concept de « développement durable », les *Cahiers français* se proposent d'analyser la question de l'environnement sous l'angle économique de la croissance et du développement. Il nous est proposé à travers de très riches contributions une grille d'analyse montrant la diversité des approches possibles en focalisant sur les trois démarches qui nourrissent principalement le débat. Pour les uns la croissance serait la solution, pour d'autres, elle ne pourrait se poursuivre que sous certaines contraintes écologiques. Enfin, pour les tenants de la « décroissance », elle reste le nœud du problème. Au-delà de ces dissensus, il existe un accord pour reconnaître les principales menaces environnementales - réchauffement climatique, diminution de la biodiversité, épuisements de ressources naturelles, pollution des sols, de l'eau et de l'atmosphère - qui menacent la planète. La réflexion se poursuit par une interrogation sur l'efficacité des politiques mises en place, leurs hypothèses implicites et les enjeux dont elles sont porteuses.]

CAHIERS MARXISTES

n° 235 – mai/juin 2007 : **Critiques de la (dé) croissance**

(190 p., 8 €, 6 rue N-D Débonnaire ; 7000 Mons, Belgique)

[A travers les thèmes qui structurent habituellement la réflexion sur la décroissance - réchauffement climatique, pic du pétrole, indicateurs statistiques alternatifs au PIB, contenu de la croissance, « économie économe », bio-économie - la revue offre un panorama de contributions d'où se dégage l'idée que si croissance et décroissance vont de pair, leur approche peut sensiblement différer selon l'endroit d'où l'on parle. Au Sud, la grande masse de la population subit déjà la décroissance qui découle de la mise en place des stratégies néolibérales. Pas très étonnant dès lors que « les alternatives concrètes propres à la décroissance ne semblent convaincre qu'une petite minorité de personnes, dans quelques pays occidentaux. La question de savoir comment étendre ces alternatives à une majorité de la population semble encore sans réponse... » (Emanuelle De Caluwé). Pour Xavier Dupret, les tenants de la décroissance n'apportent rien aux discours du Club de Rome sur la croissance zéro, il y a déjà plus de trente ans, tandis que pour Frédéric Lapeyre, ce n'est pas la croissance en soi qui serait en cause, mais ce qu'on en fait, c'est-à-dire la façon dont elle est articulée à la stratégie de développement.

On retiendra que le contenu de la croissance est posé en terme « de plus d'égalité et de plus de solidarité : il y en a qui vont devoir décroître plus que d'autres ».]

FUTURIBLES

n° 332 – juillet/août 2007 : **Dialogue ou conflits de civilisations ?**

(176 p., 18 €, 47 rue de Babylone, 75007 Paris)

[Ce numéro est le fruit d'un groupe de travail de *Futuribles* constitué avec le soutien de la DAS (Délégation aux affaires stratégiques du ministère français de la Défense). Dans son éditorial, Hugues de Jouvenel pose la

question « comment donc essayer de nous doter d'un système de représentation du monde... qui ne soit pas d'entrée de jeu, excessivement simplificateur et biaisé par nos propres manières de voir et nos propres intérêts ? ». La thèse du politologue américain, Samuel Huntington, sur le « choc des civilisations » a naturellement fait l'objet d'une analyse attentive qui souligne ses limites, ses effets pervers, simplifications excessives et attisement des incompréhensions. A ses yeux l'expression « choc des représentations » serait plus heureuse tant il importe, sans renier ses propres valeurs, de comprendre celles des autres. Le dossier se déroule autour de quatre grands thèmes : une réflexion sur la nécessité d'une prospective géopolitique ; modernisation ou occidentalisation ? ; l'impact des valeurs et des croyances ; Islam et Occident. Les auteurs parlent de différents lieux ou sont spécialistes reconnus d'aires culturelles et la diversité proposée est très riches.

On pourra néanmoins arguer, ce qui n'est pas souligné, que la thèse d'Huntington s'inscrit dans un courant de pensée américain qui emprunte aux « cultural studies » devant beaucoup à Bernard Lewis, mais surgit après la fin de la guerre froide pour répondre aux thèses de Fukuyama sur la « fin de l'histoire » et sur l'entrée dans un monde perpétuel, sans conflits, de démocratie et de marché. Il alerte sur la potentialité émergente d'une conflictualité qui ne relève pas des schémas de la guerre froide. Mais surtout, il ne semble que la plupart des auteurs lit les travaux d'Huntington comme une prescription et non comme ce qu'ils sont, une prédiction. De là à fusiller le messager qui apporte la mauvaise nouvelle...]

194

GÉOPOLITIQUE

n° 96 – décembre 2006/janvier 2007 : **Amérique latine - une ère nouvelle** (PUF, 152 p., 10 €)

[Publié par l'Institut international de géopolitique, dont la présidente est Marie-France Garaud, ce numéro consacré à l'Amérique latine contient principalement des contributions d'universitaires. Le thème du « virage à gauche » est d'emblée abordé dès les premiers articles. Selon Georges Couffignal, le FMI est responsable d'avoir fait passer le continent en une dizaine d'années « d'un modèle de développement autocentré, avec une forte présence de l'État, à un modèle tourné vers l'extérieur, avec un État qui a perdu la plupart de ses moyens d'intervention directe ». Vocabulaire repoussoir en Europe, selon Couffignal, car servant à dénoncer les élites, les nantis, les étrangers, les autres pays, etc., le populisme s'inspire en Amérique latine d'une tradition qui remonte aux années 30 et qui recherche un tout autre objectif : incorporer les exclus, ceux qui sont à la marge de la société. C'est le sens de nombreuses politiques sociales qui ont vu le jour, *Bolsa Familia* au Brésil, *Misiones* au Venezuela, *Plan Familias* en Argentine, *Oportunidades* au Mexique, *Chili Solidario* au Chili, etc. La pauvreté et les inégalités en sont les cibles. Au-delà, partout pointe « l'affirmation du primat de la Nation ». Yann Basset reprend l'analyse en termes de deux gauches, l'une socialiste modérée (social-démocrate), l'autre « nationale-populaire » qui réduirait à ses yeux la problématique de la démocratie à celle de la participation et de la justice sociale. Opposées sur le social ou la politique étrangère, ces deux composantes de la gauches entretiennent des relations ambiguës, conflictuelles ou coopératives selon les lieux ou les moments. On notera dans ce riche numéro des contributions sur des expériences nationales (Bolivie, Argentine, Brésil, Colombie) ainsi que des approches

transversales ou sectorielles (l'énergie, l'eau, la politique chinoise et la politique des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine). Une contribution de Gloria Robles étudie le renouveau des constitutions latino-américaines qui accompagna les décennies 80 et 90 marquées par la chute de nombreuses dictatures.]

INFORMATIONS ET COMMENTAIRES

n° 138 – janvier/mars 2007 : **Lutter, résister dans les Suds**

(72 p., 11 €, 1 rue du Lieutenant Potié, 38700 Corenc)

[Publiée par l'Association pour un Nouveau Développement cette revue consacre sa dernière livraison à l'illustration de la diversité des luttes sociales dans les Périphéries en retenant quelques exemples qui en illustrent la diversité. Luttés dans les mines d'or d'Afrique du Sud et du Mali, émergence de la question indigène en Équateur, développement de la Corée du Sud et longue marche pour l'obtention d'acquis sociaux, réformes du système d'emploi en Turquie. L'ensemble suggère que « l'espoir que la mondialisation puisse transmettre mécaniquement le progrès social se révèle illusoire ». Les avancées sociales ne se mettent pas en place de façon linéaire et peuvent alterner avec des reculs. Notons, hors dossier, une vaste fresque dressée par Patrice Jorland, du fiasco de la politique américaine au Grand Moyen-Orient, notamment depuis le 11 septembre 2001.

Le numéro s'ouvre par un éditorial de Patrice Allard qui revient sur la dernière réunion du GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat). Partageant pour l'essentiel le diagnostic, il en vient à s'interroger sur la place du Sud dans la hiérarchie des urgences en soulignant que pour ces pays « il convient au départ de mettre en place des dynamiques de nature à produire le développement économique et social avant que de songer à un développement durable ».

195

INPRECOR

n° 528/529 – juin/juillet 2007 : **Amérique latine, socialisme ou néodéveloppementisme**

52 p., 7,50 €, 27 rue Taine, 75012 Paris)

[La revue est éditée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale. Outre des analyses sur le parti italien Refondazione et sur le parti allemand Die Linke (notamment la reproduction du discours d'Oskar Lafontaine « *La liberté par le socialisme* »), ce numéro offre un tir groupé de quelques analyses sur l'Amérique latine.

Prenant prétexte de l'appel de Chávez à construire le socialisme du XXI^e siècle, l'économiste argentin Cláudio Katz discute de la signification actuelle d'un projet socialiste. La charge est rude contre ce qu'il considère comme l'ennemi principal le « néo-développementisme » et sa forme régionalisée le Mercosur. A croire l'auteur, le danger néolibéraliste aurait déjà disparu du continent car « ceux qui envisagent l'avenir économique de la région sous l'angle du choc entre néodéveloppementistes et néolibéraux tendent à considérer que les seules alternatives politiques possibles se bornent au centre-gauche et au centre-droit. Mais de ce conflit ne s'ensuit aucune piste pour le socialisme du XXI^e siècle ». La lecture en terme de deux gauches, inévitablement affrontées, est centrale chez l'auteur qui considère que le trait principal du débat porte sur gradualisme et rupture immédiate. On comprendra que seuls la Bolivie et le Venezuela représentent à ses yeux un

tournant intéressant encore que ce second pays connaîtrait un affrontement « entre tendances à la radicalisation et au gel du processus bolivarien » ces dernières étant assimilées « aux défenseurs de l'ordre capitaliste ».

Eric Toussaint (président du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde) fait retour sur les enjeux de la Banque du Sud, initiée principalement par le Venezuela et l'Argentine. A ses yeux le projet mérite d'être revu car en l'état actuel « le diagnostic de départ comprend des considérations tout à fait compatibles avec la vision néolibérale, la vision de la Banque mondiale, la vision de la pensée économique dominante, la vision de la classe capitaliste, sur les causes des faiblesses de l'Amérique latine ». Les statuts de la Banque du Sud lui paraissent choquants car calqués sur ceux des autres institutions financières.

Correspondant de la IV^e Internationale au Venezuela, Stuart Piper en commente la phase actuelle et donne raison à ceux qui, dans les petits partis, ont décidé de rejoindre le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) récemment créé et visant à regrouper tous ceux qui s'inscrivent dans la gestion gouvernementale. A ses yeux le défi le plus immédiat concerne « l'extension radicale de la démocratie participative ».]

LA REVUE SOCIALISTE

n° 27 – avril/mai 2007 : **La nouvelle donne latino-américaine**

(164 p., 10 €, Parti socialiste ; 10 rue de Solferino, 75007 Paris)

196

[Ce numéro, qui ne rassemble pas que des contributions de socialistes, ambitionne de (re) formuler l'analyse du PS à l'égard de l'Amérique latine. Dans son éditorial, François Hollande souligne que « ce continent refuse de n'être que l'arrière-cour des États-Unis » et appelle l'ensemble de l'Internationale Socialiste à revisiter son analyse et ses « références idéologiques héritées pour la plupart de la guerre froide » à l'égard de cette région. L'analyse d'ensemble est présenté par Pierre Moscovici (responsable aux relations internationales) et Jean-Jacques Kourliandsky (délégué du PS à l'Amérique latine). Le basculement à gauche de nombreux pays est attribuée, à juste titre, à l'échec des politiques inspirées du « Consensus de Washington » durant la période 1980-2000 qui a favorisé le vote sanction. Certes, nos deux auteurs manifestent une préférence marquée pour les expériences du Chili, du Brésil et de l'Uruguay, mais refusent de se laisser entraîner dans un posture opposant deux gauches, affirmant par exemple que le Brésil a besoin du Venezuela et inversement. A leur yeux la coopération « à l'africaine » n'est plus de mise avec ces pays et le « discours sur les droits de l'homme, la démocratie... ne répond plus au contexte du moment » et ne peuvent être échangés contre une inertie sur les dossiers du commerce international. Prudente dans son appréciation des évolutions politiques en cours à Cuba et au Venezuela, la revue préfère pour ces deux pays recourir aux interviews de Janette Habel et de Maurice Lemoine, évitant ainsi d'engager le parti socialiste.

Partant de l'idée qu'Amérique latine et Europe du Sud possèdent une matrice politique et idéologique commune, Jean-Luc Mélenchon essaie d'inventorier l'effet miroir qui en découle d'une rive à l'autre de l'océan. Il voit dans l'évolution latino-américaine la première vague révolutionnaire depuis la chute du Mur de Berlin et considère cette expérience comme plus proche des nôtres que ne l'est celle de l'Europe du Nord. Il souligne qu'en Amérique latine les partis affiliés à l'Internationale socialiste n'ont pas su de démarquer du libéralisme, ont échoué dans toutes leurs promesses sociales et ont fini

dans certains pays par être éliminés du paysage politique. Il voit dans ces expériences de la gauche latino-américaine un horizon d'action et une inspiration féconde pour la gauche européenne. La contribution d'Étienne Godin (secrétaire international du parti socialiste francophone belge) est de même tonalité et souligne la très faible influence des partis du continent affiliés à l'Internationale socialiste qui gagnerait selon lui à s'inspirer de l'expérience des nouvelles gauches d'Amérique latine. A l'opposé, Jean-Jacques Kourliandsky, se réclamant d'un « discours raisonné », considère que l'Europe ne peut être évaluée à l'aune de l'Amérique latine et que les défis à affronter ne sont pas de même nature. Beaucoup plus distante sur l'évolution en cours, Renée Fregosi (une des responsables du suivi de l'Amérique latine au PS et enseignante à l'IHEAL) n'y voit qu'une combinaison de communisme, de tiers-mondisme et de national-populisme et considère que le véritable enjeu du tournant à gauche de l'Amérique latine est la perte de l'hégémonie sociale-démocrate et suggère, pour y faire face, de « théoriser le réformisme d'aujourd'hui, qui ne pourra s'organiser que sur un plan supranational ». A l'évidence l'évolution du continent latino-américain interpelle le parti socialiste et l'incite à redéfinir sa posture à son égard tout en se prémunissant des effets en retour sur lui-même. Riche et documenté, ce numéro, à divers voix, permet de mieux définir l'importance et les enjeux que représente ce continent pour l'Internationale socialiste.]

LES NOTES DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS
 n° 9 – 2007 : **L'Europe, 50 ans passés quel avenir**
 (40 p., 2 €, 12 cité Malesherbes, 75009 Paris)

197

[Rédigée par Adrien Abécassis, co-auteur du dernier ouvrage d'Hubert Védrine (*Continuer l'histoire*), cette récente Note de la Fondation Jean-Jaurès consacrée à une réflexion sur l'Europe part d'un constat. L'idée fédérale associée à une méthode de petits pas – celle de Monnet – s'est essoufflée, faisant perdre tout enthousiasme aux peuples qu'il a fallu stimuler à coups d'Europe sociale ou d'intégration politique toujours plus poussée – la relance – au détriment de son activité concrète et de ses projets. L'objectif fut de créer peu à peu « une gouvernance sans gouvernement identifiable, et pour rendre coûteux un retour en arrière, s'appuyer sur des institutions fortes ». Aujourd'hui les nouvelles politiques de l'UE touchent au cœur régalien de l'État (politique étrangère, coopération policière et judiciaire) ou au social qui impliquerait une solidarité continentale. L'utopie fédéraliste d'une intégration sans fin qui a contaminé une partie de la gauche lui semble aujourd'hui contestée par les opinions qui sont prêtes « si l'intégration européenne donne l'impression de rogner la sécurité économique et sociale des populations à imposer des mesures radicales, quelles qu'en soient les conséquences européennes ». L'auteur ne croit pas en l'existence d'un « modèle social européen unique » et donc pas au caractère mobilisateur d'une relance de l'Europe par le social qu'il assimile à une « aporie ». Il faut donc répondre à la question « à quoi ça sert l'Europe ? » et passer de « l'Europe-projet » à l'Europe des projets. La critique de l'élargissement, menée avant l'approfondissement, est rude et soulève crainte dans la vieille Europe et désillusions dans la nouvelle. L'auteur souligne que s'élargir en entretenant le flou sur les limites ne peut qu'altérer le sens du projet européen. Au lieu de se poser la question du comment faire, l'auteur note qu'il aurait mieux fallu d'abord se demander pour aboutir à quoi ? C'est pourquoi « la reprise à tout crin des négociations institutionnelles » ne lui paraît pas prioritaire. Après

cinquante années de construction européenne, il faut maintenant « commencer se savoir où l'on va ».

Si le diagnostic est souvent juste et lucide, les propositions ne sont guère très originales et tournent autour de l'Europe de l'énergie et de l'environnement ou de l'Europe-puissance.]

NEW LEFT REVIEW

n° 37 – january/february 2006

(160 p., 10 €, 6 Meard Street, London W1F 0EG, G-B)

[On retiendra de ce numéro, qui couvre des champs très divers, deux articles consacrés à la Bolivie. Le premier, rédigé par Forrest Hylton de la *New York University*, se propose d'introduire la contribution d'Álvaro García Linera, vice-président de la Bolivie et sociologue de grande notoriété. La victoire de la gauche en décembre 2005 doit beaucoup aux mouvements populaires qui se sont opposés depuis 2000 aux privatisations de l'eau et du gaz. L'événement fut un raz de marée électoral sans précédent dans le pays et se traduisit par l'accession d'un indigène à la tête de l'État. Très vite le gouvernement Morales-García doit faire face à l'élite installée économique et politique, à de puissants intérêts de l'agrobusiness dans l'est du pays tentés par une autonomie régionale, à des firmes multinationales pétrolières brésiliennes et espagnoles et enfin à l'ambassade américaine qui reproche au pays sa production de coca et ses liens avec La Havane et Caracas.

L'itinéraire intellectuel et politique du vice-président ici retracé aide à mieux comprendre le statut de sa contribution, écrite avant les élections victorieuses de fin 2005. A ses yeux, la Bolivie est entrée dans une crise profonde caractérisée par un antagonisme entre le monde politique et ses institutions d'une part, et les actions d'opposition déployées sur une grande échelle par des coalitions sociales larges. A court terme, crise du modèle néolibéral, mais à plus long terme, crise du modèle de l'État républicain construit sur la domination de la majorité indigène de la population sur la base d'un système de relation coloniale.]

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

n° 2 – été 2007 : **L'Espace un nouveau champ stratégique**

(IFRI/Armand Colin,)

[Laurence Nardon, responsable du programme « Espace » de l'IFRI, justifie dans la présentation du dossier le choix d'avoir laissé la parole à des auteurs étrangers s'exprimant à travers leurs prismes nationaux respectifs. Le représentant américain (James A. Lewis) considère que le récent essai chinois d'une arme antisatellites rend les États-Unis vulnérables et qu'ils doivent refuser de s'engager dans des accords de désarmement qui se retourneraient contre eux. La politique américaine affirme le droit, pour les États-Unis, de se défendre dans l'espace et d'en interdire l'utilisation à d'éventuels ennemis. L'avance acquise dans ce domaine ne doit pas être annihilée par des accords. L'auteur russe (Andréï Ionine) souligne le renouveau du géant spatial russe après l'effacement des années 90 mais considère que les nouvelles capacités de financement dégagées par le budget de l'État sont mal servies par des réformes structurelles, insuffisantes à ses yeux car restant dans un cadre étatisé. Florence Autret, journaliste belge, fait le point sur la transformation de l'Union européenne en puissance spatiale en étudiant la mise en œuvre du programme *Galileo* (navigation par satellites) et du programme *GMES* (sur l'environnement notamment), tandis

que Laurence Nardon examine la place qu'occupe la France – la plus ancienne puissance spatiale européenne – dans le contexte d'une gouvernance spatiale européenne qui implique une profonde mutation de l'articulation France/Europe dans ce domaine, dès lors que le leadership de la France se trouve contesté par ses partenaires..

On notera un second dossier « Mémoires et réconciliations » qui décline les postures adoptées par trois pays (Afrique du Sud, Maroc, Algérie) face à un passé blessant. Trois mécanismes différents. En Afrique du Sud, l'objectif est d'aboutir au pardon partagé supposant des victimes reconnues par des bourreaux. Au Maroc, vérités suggérées à demi-mots mais sans que la monarchie ne puisse être remise en cause à son plus haut niveau. En Algérie, il s'agit d'oublier, à travers l'amnistie, beaucoup plus que de pardonner. Tous ces processus de réconciliation doivent pour aboutir s'accompagner d'un processus de démocratisation de la société.]

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

n° 2.912 – 6 décembre 2006 : **Experts et think tanks, quel modèle de conseil ?**

(La Documentation Française, 48 p., 4,60 €)

[L'ensemble du dossier offre un voyage dans l'univers des think tanks (littéralement « boîtes à idées »), très mal connus en France où leur essor a été plus tardif et reste encore limité, comparé aux autres grands pays industriels. A partir de reprises d'articles, tirés de revues françaises ou étrangères, il nous est proposé de pénétrer dans cette nébuleuse de conseillers, d'experts, d'analystes, de mesurer leur influence réelle, leur autonomie par rapports aux pouvoirs en place, dans différents pays et dans différents domaines : politique internationale, économie, notamment. Des comparaisons poussées concernant les think tanks dédiés à l'activité de conseil économique auprès des gouvernements allemand, français et américain sont menées montrant des différences de statut, de mode d'action ou de financement.

On notera un article, repris de la *Revue du MAUSS*, sur l'endettement excessif des ménages américains, notamment à partir de l'usage de cartes de crédit, et des différents types de faillites personnelles qui peuvent en découler et qui a plus que doublé depuis 1990.]

RAISON PRÉSENTE

n° 159 – 3° trimestre 2006 : **L'idée de nation dans le monde contemporain** (136 p., 13,50 €, 14 rue de l'École polytechnique, 75005 Paris)

[S'ouvrant sur un bref hommage à Jean-Pierre Vernant, le présent numéro reproduit les interventions au colloque de l'Union rationaliste consacré à « l'idée de nation dans le monde contemporain », qui s'est tenu en 2006 au Collège de France. Revenant, en historien, sur les raisons de l'apparition des nations et de sa forme moderne l'État-nation, Roger Martelli propose un cadre conceptuel qui souligne son caractère changeant travaillé tant par le local que le supranational. A ses yeux, la « constitution d'espaces supranationaux en communautés citoyennes est un objectif stratégique ». Puis Monique Chemillier-Geandreau s'interroge sur la possibilité de construire une communauté politique mondiale, ce qui suppose le primat de la citoyenneté, résultat d'un libre-choix, sur la nationalité, qui relève de la contingence de l'histoire. Mais, affirme Thierry Leterre, la « disjonction entre le citoyen et le national demeure une forme politique vivante dans le monde

contemporain ». Gérard Duménil montre comment l'avènement depuis un quart de siècle d'une économie mondialisée sous une forme néolibérale « jette les bases d'un capitalisme transnational où les frontières des États-nations tendraient à s'estomper ».]

MICHEL ROGALSKI